



Synthèse des réponses à la Consultation citoyenne locale – Nort-sur-Erdre

4 mars 2019

- **18 questionnaires reçus**
- **5 courriers libres**

Les originaux ont été envoyés au chargé de mission du Grand Débat National.

THÈME n°1 : La transition écologique

<p><i>Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de manière punitive mais de manière incitative - Tout le monde doit participer à hauteur de ses moyens - Faire participer les gros pollueurs qui sont exemptés : avions, transports maritimes pour les containers, les gafas, les agriculteurs - Retour de l'ecotaxe sur transport routier - Suppression de l'optimisation fiscale - Par des taxes sur tous les carburants (kérosène compris) - Taxes sur les énergies - Un emprunt financé par les économies d'énergie - Pas d'aide pour transformer ce qui pollue - Augmenter les aides pour investir dans le moins polluant - Pour la contribution financière, dédier une partie des taxes sur l'essence - Appliquer la taxe carbone sur les entreprises - Réintégration des tonnes de co2 émises par le e-commerce - Prime à la reprise - Retour de l'ISF avec affectation intégrale à une aide pour les plus démunis pour limiter leur empreinte carbone
<p><i>Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit d'impôts - Stop au crédit d'impôt (trop complexe), plutôt sous forme de chèque - Volonté personnelle - Prêt à taux zéro - Volonté de maintenir les véhicules diesel car une partie de la population n'a pas les moyens de faire une nouvelle acquisition - En indexant le montant des aides sur les revenus imposables - Un montant sur les loyers devrait être réservé à l'amélioration des logements, isolation - Aide à l'achat - TVA diminuée voire supprimée - Etalement des frais sur plusieurs années - Chaque foyer doit recevoir par courrier/mail ces informations - Par des aides sous forme de chèques et non pas par des abattements fiscaux. - Bons d'achats lorsque on ramène bouteille plastique et cartons = inciter à recycler - Parking en centre-ville gratuit pour les voitures électriques et hydrogène - Suppression des conditions de ressources/ augmentation du plafond - Déduction sur la facture lors d'un changement de matériel vers du moins polluant
<p><i>Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit d'impôt - Chèque pour les non imposables - Une solution européenne à mettre en place - Celles dont on voit qu'elles profitent à des emplois locaux - Réorienter l'argent vers des emplois de transition écologique - Appliquer 1€ de taxe sur un produit carbonés et -1€ sur un produit décarbonné
<p><i>Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Circuits courts pour l'alimentation - Covoiturage, partage de véhicule - Chaudière mutualisée

<p><i>doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Liaisons douces - Donner un prix abordable au transport collectif afin de les privilégier - Rétablir d'urgence les services de proximité - Que chaque collectivité participe au même niveau dans les politiques sociales (logement, aide pour le chauffage...) - Taxer les municipalités qui ne respectent pas les quotas de logements sociaux - Prêts de voitures - Utiliser l'énergie des déchetteries pour chauffer les logements - Arrêter la centralisation de toutes les attractivités dans les grandes métropoles et favoriser la création de petits pôles interconnectés. - Aide aux transports pour les personnes n'ayant d'autres choix que leur voiture (ex : chèque carburant) - Au niveau local - Les choix énergétiques dans les méthodes de production d'énergie (installation d'éoliennes, panneaux solaires...) - L'aide aux agriculteurs (versement d'aides par les communes, mise à disposition de locaux pour la vente directe) - Niveau local : transport scolaire, cantine, TER - Niveau national : liaison TGV/train/aéroport entre les grands pôles - Péages urbains dans les métropoles et gratuité des transports en commun
<p><i>Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de TVA sur les produits bio de 1^{ère} nécessité - Interdire les pesticides dangereux pour santé et/ou la biodiversité et les perturbateurs endocriniens - Distance de 100m des maisons pour épandages de pesticides - Avoir des changements en profondeur pour un mouvement global en faveur de l'écologie plutôt qu'une liste d'astuces - Agir pour une limitation du réchauffement climatique - Réduire les déchets en incitant les entreprises à moins de plastique et d'emballage - Privilégier les consignes - Sortir du diesel pour aller vers des solutions alternatives pour les moteurs - De vrais contrôles périodiques de la pollution des entreprises - Respecter la terre comme notre bien commun - Favoriser le bio, l'éolien - Nous rendre moins dépendants à l'automobile - Créer des espaces de coworking pour des télétravailleurs - Inciter les entreprises à investir dans ces espaces pour qu'elles réduisent leur surface en métropole. - Informations sur l'environnement dans les médias aux heures de grandes écoutes - Aider l'agriculture bio et ne plus soutenir l'agriculture industrielle - Elan national/volonté politique - Au local, aménager une transition visible par le citoyen : compostage public, tri des déchets - Investir 100%des taxes récoltées sur les carburants et la taxe carbone dans la recherche et développement de nouvelles solutions (recyclages déchets plastiques) et mise en place à plus grande échelle de solutions comme les

	<ul style="list-style-type: none"> - usines biogaz - Développement du solaire éolien individuel, de l'énergie géothermique et hydrogène pour les véhicules. -
<p><i>Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire sur question de la biodiversité ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Imposer les restrictions aux industriels et agriculteurs sans céder face aux lobbyistes - Indépendance réelles des comités de surveillances et des organismes décisionnaires. - S'appuyer sur des organismes indépendants - Mise en place d'une instance chargée de veiller au maintien de la biodiversité lors de nouveaux projets ou de chantiers modifiant l'environnement - Les entreprises doivent absolument faire des changements écologiques : plus de plastiques et fabriquer que des voitures sans essence - Stopper le glyphosate et le remplacer par un produit plus bio est une urgence fondamentale - L'Etat devrait prendre à sa charge et sans passer par des appels à projet de vastes programmes de recherche pour garantir l'indépendance des équipes et assurer des résultats - Existe-il une recherche indépendante quand on peut payer les chercheurs et les décideurs ? (tabac, Monsanto, sucres..)
<p><i>Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Que l'Europe sociale émerge face au tout « économique » - Production agricole ou industrielle : s'interdire d'importer des produits créés dans des conditions que l'on n'autorise pas en France. Les entreprises françaises rognent sur leur productivité pour garantir la santé de ses salariés, mais quand elles sont délocalisées, les contraintes ne sont plus les mêmes. - Nos représentants européens devraient mieux nous représenter ou alors laisser tomber l'Europe ? - Mise en place d'une charte environnementale européenne et taxer les produits dont la mise en œuvre ne respecte pas cette charte - Taxer davantage les produits importés hors Europe, permettrait de faciliter le choix des produits locaux (moins de pollution atmosphérique) - Si l'Europe ne nous permet pas de proposer des défiscalisation ou aides financières à nos producteurs, c'est au niveau local de proposer des aides : locaux pour production, financement de comptables... - Fin du système européen qui est dit d'équivalence - Augmenter les taxes sur les produits étrangers jusqu'à atteindre le même prix qu'un français si le pays d'origine est moins strict
<p><i>Comment verriez-vous l'amélioration des mobilités en milieu rural dans le respect de l'environnement ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter les mesures au territoire (rural et urbain, pas les mêmes) - Favoriser les déplacements à vélo avec des voies sécurisées - Développer le ferroviaire rapide et accessible financièrement - Gratuité des transports en commun - Plus de transports en commun en milieu rural - Mise en place d'un site internet dans chaque commune pour

	<p>aider au covoiturage local</p> <ul style="list-style-type: none">- Créer des emplois dans les bassins de vie- Avoir un vrai tram/train qui fonctionne- Faire rouler les cars scolaires au biogaz ou au bio méthane plutôt qu'au diesel.- Mise à disposition de véhicules électriques pour se rendre dans les villes où les transports publics ne passent pas, moyens de transport écologique, mettre en ligne des plateformes de covoiturage- Navettes vers les différentes gares SNCF depuis les villes sans train. Synchronisation de la SNCF avec ses usagers.
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

THÈME n°2 : La fiscalité et les dépenses publiques

<p><i>Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Tout le monde doit participer en fonction de ses moyens - Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu : plus de tranches pour plus de justice - Il faut une volonté politique pour que la réforme fiscale soit juste et que l'argent revienne là où les besoins sont prioritaires - Arrêter de taxer plus les classes moyennes en proportion que les autres - Que les allocations familiales soient calculées en fonction des revenus du foyer. - Taxer les revenus d'investissement au moins au même niveau que les revenus du travail - Par des salaires plus justes - Halte à l'évasion fiscale et aux exilés fiscaux - Les français expatriés doivent payer des impôts en France ou ne plus bénéficier des aides sociales comme les soins médicaux - Faire payer beaucoup plus les hauts salaires - Rétablir l'impôt sur la fortune - Simplifier et faire un seul impôt avec CSG/TVA - En adaptant les crédits d'impôts aux salaires - Tous les impôts doivent être calculés sur les mêmes bases pour tous : tout le monde ou personne ne/ doit payer la taxe d'habitation - Pour l'impôt sur le revenu, tout le monde devrait être sujet au même taux d'imposition et doit être concerné (même les personnes n'exerçant pas d'activités professionnelle mais touchant des aides de l'Etat) - Implication de tous français même pour un euro symbolique - Eviter l'évasion des grandes entreprises - Remettre en place l'ISF - Taxer les GAFAM leur niveau d'imposition est une injustice - Donner les moyens à la fonction publique de traquer la fraude fiscale et alourdir les amendes pour les coupables
<p><i>Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Niches fiscales - Harmonisation des taxes en Europe - Les entreprises qui licencient et délocalisent doivent rembourser les aides de l'Etat - Pas obligé de baisser impôt ou de réduire la redistribution - La TVA sur les produits de première nécessité - La TVA est l'impôt le plus injuste - Pas forcément des baisses d'impôts. Il faut qu'ils soient tous plus égaux en étant appliqué à chacun - L'impôt sur le revenu pour tout le monde de 0€ avec un maximum d'un mois de salaire - Taxe sur les entreprises (TPE et PME) - Taxe foncière sur l'habitation principale
<p><i>Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Même régime de retraite et de chômage pour les élus (députés, présidents, hauts fonctionnaires) que les français - Salaire des parlementaires : sur le salaire médian des français - Baisser de moitié la rémunération des anciens présidents de

	<p>la république</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suppression des indemnités présidentielles et hauts fonctionnaires à vie - Supprimer les gardes du corps et autres avantages pour anciens ministres - Eviter les grands projets inutiles et coûteux, pas adaptés - Suivre recommandations de la cour des comptes : lutte contre le gaspillage - Les frais de représentations des élus, hormis pour les maires de petite et moyenne communes. - Baisse du train de vie de l'Etat et des collectivités, mais pas pour la santé et l'éducation, ce qui donnerait plus de crédibilité aux décideurs. - Supprimer les salaires et indemnités à vie - Diminuer le nombre d'élus, de parlementaires rémunérés (indemnités calculées sur leur présence réelle) - Simplifier le millefeuille administratif, réduire le magma des lois. - Les avantages de la fonction publique, SNCF, Air France, Engie - Les retraites de tous les parlementaires - Supprimer le statut des fonctionnaires et favoriser le licenciement des CDI - Transfert de certains services vers le privé (espaces verts, ménage)
<p><i>Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pas nécessaire de supprimer des services publics mais vérifier leur efficacité - Non, ils sont la colonne vertébrale du vivre ensemble - Certaines commissions qui montrent leurs inutilités et qui servent à la reconversion d'anciens ministres. - Les mécènes pourraient gérer le financement des monuments historiques, idem pour les infrastructures culturelles ou sportives - Non - La communauté de communes : beaucoup trop d'employés - Beaucoup trop de véhicules pour le service public, alors que ceux-ci servent aux trajets personnels - Non, les services publics n'ont pas cette vocation sur le plan financier - Ils doivent aider la population, peu importe le prix - Suppression des doublons administratifs
<p><i>A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Impératif de maintenir les services publics en milieu rural et mutualiser les services quand c'est possible (guichet unique) - Ne pas privatiser les aéroports et barrages - Renationaliser les autoroutes - Installer des maisons regroupant les services publics en milieu rural avec transport collectif pour s'y rendre - Passage d'un bureau ambulant des services publics sillonnant une EPCI - L'accompagnement des anciens par les impôts revus à la proportionnelle - Réel travail sur l'exil et l'optimisation fiscale. - Service d'aide et d'accès à internet au niveau communal. Pourrait être fourni par les bibliothèques sans trop de

	<p>dépenses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nationaliser les autoroutes (les sommes reviendraient à l'état et non à des groupes privés), - Poursuivre des services publics pour les hôpitaux, aides aux personnes, être humaniste - Augmenter le nombre de contrôleurs fiscaux, cela permettrait de récupérer des milliards liés à l'évasion fiscale - Ne pas tout passer au numérique, que des agents puissent toujours être disponibles - Ouverture des services publics en phase avec la vie moderne : jusqu'à 18h le samedi matin et le mercredi - Ouverture plus large de 17h à 20h un jour par semaine plus le samedi matin et le mercredi - La dématérialisation permet de le financer mais il faut bien le faire
<p><i>Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Transparence des CE, des syndicats et des donations aux partis politiques - Arrêter privilèges pour élus : dépenses de taxi, voitures et chauffeurs privés - Harmoniser les retraites des politiques avec les nôtres - Veiller aux personnes éloignées physiquement ou économiquement des services publics (pas internet, informatique) - Davantage de tranches pour le calcul de l'impôt sur le revenu - Financer un plan d'urgence pour proposer à toute personne handicapée des solutions d'accompagnement, de proximité et adaptés à leur besoin en exigeant des foyers de vie, foyers d'accueil médicalisés et des embauches et formations d'éducateurs - Intégration réelle des immigrés avec une réelle mixité sociale et sortir des ghettos. - Créer un indicateur mesurant le ratio entre l'impôt collecté et celui redistribué une fois les frais de fonctionnement déduits (un indicateur par institution avec visibilité publique). - Fin des régimes spéciaux de retraite - Fonction publique et privé soumis aux mêmes règles de retraite (années de cotisation égales, ne plus comptabiliser les 6 derniers mois d'activités comme base de retraite pour les fonctionnaires contre les 25 meilleurs années dans le privé, égalité = justice sociale) - Une aide = un devoir

THÈME n°3 : La démocratie et la citoyenneté

<p><i>Faut-il reconnaître le vote blanc ?</i></p>	<p>OUI : IIIIIIIII</p> <p>L'incorporer dans les résultats et revoter s'il est supérieur à 50%.</p>
<p><i>Faut-il rendre le vote obligatoire ?</i></p>	<p>OUI : IIIIIIIII</p> <p>A condition de reconnaître le vote blanc</p> <p>Permettre le vote électronique</p> <p>Non : IIIII</p> <p>Pourquoi faire voter des gens que ça n'intéresse pas ?</p>
<p><i>Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - 25 à 33% de sièges à la proportionnelle - Majorité à 55%, et le reste des 45+ pour mes oppositions, ce qui permet sur certains projets des alliances - 50/50 - 100% dès le 1^{er} tour - 100%, mais comment l'appliquer
<p><i>Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - 20% - Présence physique obligatoire des élus en Assemblée - 30% de moins aux 2 chambres - Oui, le nombre d'élus est scandaleux, on ne sait pas qui fait quoi. Ils sont deux fois trop nombreux : commune, canton, CC, région = à chaque fois des dépenses importantes. - Oui, leur présence devrait être obligatoire - Non - Oui, 4 députés par département et supprimer le sénat et le CESE - Limitation du nombre de mandat dans le temps. Si abandon de mandat pas de réélection à un autre poste durant le temps de l'ancien mandat.
<p><i>Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Economique, Social et Environnemental doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter à deux mandats tout en permettant un retour à l'activité professionnelle - Aucun, ces deux assemblées sont à supprimer. Elles n'ont aucun pouvoir décisionnaire et le CESE ne présente que 25 avis par an. Elles coûtent trop cher. La France n'a plus les moyens - Usine à lobby - Rendre au Parlement toutes les prérogatives que lui

	<p>accorde la Constitution</p> <p>-</p>
<p><i>Faut-il les transformer et comment ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le Sénat est dépassé, il faudrait le remplacer par un organisme de personnes tirées au sort et représentatives de la société française - Une seule assemblée entre le Sénat et le CESE - Pourquoi pas une participation des citoyens représentatifs des français tirés au sort, comme les jurés pour un temps déterminés. - A supprimer, ils s'accordent eux même des augmentations. Le CESE ne sert à rien. - Réduire le pouvoir de l'Etat et le transférer aux collectivités locales - Assemblées plus représentatives des différentes catégories socioprofessionnelles de notre société (pas que des fonctionnaires et professions libérales)
<p><i>Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Participation citoyenne au niveau local - Possibilité d'un référendum si 2 millions de personnes en font la demande - Donner plus de pouvoir aux communes et aux départements - Représentativité de toutes les catégories sociales et professionnelles dans les instances - Des consultations citoyennes, même au niveau local (mairie) - Proposer plus de référendum sur des questions de fond - Que des bilans financiers et d'activités des ministres soient communiqués chaque année, ex : x% d'impôt a permis de financer x projet. - Accroître les pouvoirs et compétences du Défenseur des Droits
<p><i>Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Tirage au sort - Oui, dans une proportion de 30% - Oui - Oui par tirage au sort - Oui pour toutes questions, surtout ce qui concerne le train de vie de l'Etat. - Oui, tirés au sort non, à moins que lors d'élection un registre permette de demander et notifier si les personnes seraient favorables à cela. Un tirage au sort se ferait uniquement sur ces volontaires. - La démocratie est participative puisque l'on vote - S'inspirer du Canada avec ses commissions pouvant invalider des projets publics si trop chers ou inutiles

<p><i>Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Non - Non, quand on voit Notre Dame des Landes et Maastricht - Oui, le RIC pour les citoyens à partir de 4% des inscrits au niveau local et de 1 million au niveau national - Oui - A l'initiative des communes, départements régions ou état suivant le sujet. - Oui, mais la question doit être très bien posées, car elle ne doit pas remettre en cause des lois comme l'avortement ou le mariage pour tous - Oui, le département. Qu'on tienne compte des résultats, pas comme NDDL. - Oui, à l'initiative des citoyens - L'initiative du Président ou parlement ou des citoyens avec une base de signatures représentatives - Augmenter leur recours sur les grands sujets nationaux. Les partis sont dépassés
<p><i>Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter notre laïcité au niveau collectif mais au niveau personnel cela regarde chacun - Arrêter le sabordage du travail social (quartiers, prisons), retour des éducateurs - Chômage ou RSA : indemnisation soumise à une participation minimum aux collectivités - Accueil d'une semaine sur les coutumes, l'histoire et la politique du pays, démarches à suivre pour l'emploi et connaître la langue du pays d'accueil - Comprendre la culture de tous les citoyens - Enseigner le français
<p><i>En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - La France était terre d'accueil et doit le rester - Les demandeurs d'asile doivent être bien traités : logement, sécurité, alimentation et éducation pour les mineurs - Oui, avec une véritable explication des enjeux et montrer l'apport sociétal de ces personnes. - Oui comme beaucoup de pays le font, (ex : Canada) - Accueillir en fonction des besoins du pays - Pas de quotas, respecter les droits humains et situations individuelles
<p><i>Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - De véritables programmations pluriannuelles avec des aides matérielles et humaines dans les pays d'origine. - Sensibiliser les enfants dans les écoles - Que chaque territoire soit en capacité d'accueillir un nombre de personnes défini. Cela est déjà fait pour les gens du voyage. - L'immigré devrait signer un engagement à respecter notre culture et nos lois. - Création d'une commission avec élus et citoyens - Chaque commune pourrait s'organiser pour l'accueil d'un certain nombre de migrant en leur assurant logement, nourriture et éducation des enfants...

	<ul style="list-style-type: none"> - Que l'on aide les pays à forte immigration en amont, les aider à développer leur pays : éducation et finances - Aider l'Afrique, l'Asie ou l'Europe de l'Est à voir leur différents pays comme une solution de vie envisageable
<p><i>Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Laïcité dans l'espace public - Fermeté réelle sur la séparation vie publique/vie privée et réaffirmation de la laïcité - Rendre toutes écoles privées laïques, que l'enseignement religieux ne se fasse pas en milieu scolaire. - On ne paie rien pour la laïcité, on ne devrait rien payer pour la religion (économies pour l'Etat) - Arrêter de nommer les citoyens par leur religion, mais comme de vrai citoyen - En faisant appliquer les règles sur la laïcité - Ne plus se tourner vers les représentants de chaque religion pour toutes les questions de société. Que chacun puisse avoir sa sensibilité en fonction de son histoire, sa religion, sans consultation par l'état des différents cultes - Sanction ferme pour tous les actes et tentatives de braver la laïcité. On vit en France, on accepte ses règles
<p><i>Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les enseignements scolaires de citoyenneté et laïcité - Reconquérir la confiance dans les quartiers totalement oubliés - Retour des éducateurs, animateurs et police de proximité et fermeté en cas d'actes délictueux. - Mettre en place des stages citoyens dans les écoles, collèges, lycées... - Par un engagement écrit - Par l'école (X2) - Par chacun d'entre nous surtout par les représentants de l'Etat, les médias. - Respecter liberté, liberté fraternité à tous les niveaux sociaux - Rôle de l'école, des parents de l'Etat pour l'accueil des étrangers - Ateliers philosophie dès le plus jeune âge pour favoriser une réflexion juste et construite

THÈME n°4 : L'organisation de l'Etat et les services publics

<p><i>Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?</i></p>	<p>OUI : IIIIIII</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eviter doublons de compétences - Mutualiser certaines missions - Diminuer le nombre de hauts fonctionnaires - Certains regroupements devraient apporter des économies et c'est l'inverse qui se produit. - Le canton n'est-il pas une communauté de communes ? pourquoi ne pas les fondre ? - Oui et non - Quand on fusionne deux régions c'est pour faire des économies, mais on garde le même nombre d'employés
<p><i>Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Décentraliser certaines compétences (x2) - Veiller à faire respecter l'équité sur le territoire - Oui, et permettre pour une certaine partie du budget (10%) une gestion citoyenne. - Oui (X3) - Oui avec une solidarité si les territoires sont défavorisés - Oui, les décideurs doivent être des hommes de terrain - Décentraliser ce qui est possible sans multiplier les strates
<p><i>À quels niveaux et pour quels services ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Services de proximité - Communauté de Communes et communes - Transports - Aménagement du territoire - Communal, au plus près du citoyen - Ce n'est pas aux parisiens de décider pour la province (80km/h) - Tous (X2) - Instaurer des commissions de coordination entre les différentes collectivités
<p><i>Comment voudriez-vous que l'État soit organisé et comment peut-il améliorer son action ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Défiance envers les politiques, stop aux scandales - Les élus devraient être accompagnés de personnes compétentes et désintéressées - Moins de commissions et de comités - Arrêter la centralisation - Un mandat présidentiel de 7 ans non renouvelable.
<p><i>Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - La rendre plus responsable - Nous avons l'administration la plus compliquée du monde - Il faudrait justifier l'emploi de chacun dans la hiérarchie - Etre plus proche des citoyens, avoir un résultat - Il y a trop de doublons - La durée de travail des fonctionnaires est inférieure à la durée légale - Fin du contrat à vie immuable, 99.9 % des autres métiers doivent s'adapter à notre mode de vie, l'Etat aussi
	<ul style="list-style-type: none"> - Etre plus présents dans les territoires pour observer et

<p><i>Comment l'État et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?</i></p>	<p>comprendre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rattachement de toutes les petites communes à un niveau administratif, ce qui ne veut pas dire suppression des services de proximité - Arrêter de concentrer toutes attractivités dans une grande métropole mais plutôt créer de petits pôles interconnectés entre eux - Que les accès soient plus simples avec une lisibilité (mot du langage courant) - Disposer d'espaces numériques avec du personnel pour accompagner les personnes moins à l'aise - Expérimenter le revenu universel - En offrant, en dehors de solution financière, des solutions pratiques en fonction de chaque interlocuteur - Création d'un bâtiment du service public avec un agent pouvant répondre et en relation avec les bons services pour aider - Rétablir député-maire
<p><i>De plus en plus les démarches administratives sont dématérialisées. Comment voyez-vous l'accès aux services publics pour les personnes peu à l'aise avec le numérique ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Injuste les services publics doivent rester accessibles à tous, ils devraient être dématérialisés seulement pour ceux qui le souhaitent - Difficultés pour les personnes âgées - Besoin d'aide avec une personne est indispensable - Que chaque institution qui favorise la dématérialisation alloue un budget aux communes pour ces dernières puissent financer des emplois d'aide à ces démarches. - Difficile, aucun interlocuteur après des heures d'attente au téléphone pour les services de l'Etat - Mise en place de permanences pour accompagner les personnes qui ont besoin d'aide - Possibilité de maintenir un accueil téléphonique ou physique en plus de la dématérialisation - Aide en mairie, de la famille, par des associations ?

Libre expression

<p><i>Quels seraient les moyens pour faire baisser la part du logement dans le budget des ménages ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none">- Poursuivre l'accès à la propriété pour tous pour libérer de la dépendance aux loyers- Amélioration des logements anciens- Construction intensive de logements écologiques et peu consommateurs d'énergie- Accessibilité à la propriété- Aide à renforcer pour l'accès à la première propriété et non à des multi propriétaires- Plafonner les loyers- Augmenter les salaires- Les plus modestes devraient bénéficier de plus d'aide- Augmenter le nombre de logements- Suppression de la taxe d'habitation- Fin de l'impunité quand on ne paie pas son loyer, que le logement soit remis sur le marché.- Favoriser l'accession à la propriété pour les primo accédants- Imposer beaucoup plus les revenus immobiliers des loyers- Mesures pour éviter la spéculation immobilière
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Autres expressions libres :

Pour les jeunes

- Avoir des professeurs qui ont le temps de les accompagner, répondre à leurs interrogations et les valoriser.
- Avoir des conseillers d'orientation formés qui savent motiver, sans dévaloriser certaines filières.
- Avoir moins d'effectifs par classe pour permettre un meilleur apprentissage.

Au travail

- Privé ou public : donner les moyens aux personnes d'exercer leur métier sans la pression de la productivité et rentabilité au détriment de l'humain.

Harcèlement

- Harcèlement croissant pour les femmes dans la rue, les jeunes à l'école, la pression morale au travail, le système ne protège pas les victimes et ne punit pas les coupables.

Economie

- Favoriser les PME en investissant dans leur projet. Obliger les riches à placer leur argent dans les PME, sans pour autant donner une valeur importante aux actionnaires.
- La réindustrialisation : comment la compenser et donner du travail à tous ?
- Développer des innovations locales.
- Faire des choix nationaux engagés pour la transition avec une réelle politique d'engagement non supportée par le citoyen mais les entreprises avec les avancées scientifiques de la recherche.

Général

- La ligne directrice doit être le bien commun et l'intérêt général. Plus d'égalité amènera plus de fraternité et plus de liberté.